



Governor Dannel P. Malloy  
State of Connecticut



Governor Martin O'Malley  
State of Maryland



Governor Andrew M. Cuomo  
State of New York

Pour publication immédiate : 17 avril 2013

**LE GOUVERNEUR CUOMO, LE GOUVERNEUR MALLOY ET  
LE GOUVERNEUR O'MALLEY ENVOIENT UNE LETTRE COMMUNE AU SÉNAT  
DES ÉTATS-UNIS SUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET LA LOI SUR LA PROTECTION DES  
DROITS DU SECOND AMENDEMENT**

17 avril 2013

Aux membres du Sénat des États-Unis :

Le Sénat pèsera aujourd'hui un amendement à la Loi sur la sécurité des communautés et des écoles (Safe Communities, Safe Schools Act) de 2013 (S. 649) rédigé par les Sénateurs Manchin (D-WV) et Toomey (R-PA).

Leur amendement, la Loi sur la sécurité publique et la protection des droits du second amendement, est une proposition bipartisane visant à rehausser les vérifications d'antécédents fédérales pour les acheteurs d'armes à feu potentiels.

La majorité des Américains sont en faveur de solutions sensées contre la violence causée par des armes à feu. Des millions d'entre eux soutiennent les propositions allant au-delà de la législation accrue sur la vérification d'antécédents que vous envisagez, tout comme nous.

Toutefois, parce que cette proposition n'aborde pas les vérifications d'antécédents universelles qui sont vraiment nécessaires pour empêcher les individus dangereux de se procurer des armes à feu, nous croyons que le Sénat doit faire le premier pas pour répondre à la violence par balle dans nos communautés et honorer les victimes.

Dans nos propres États, nous avons adopté des mesures législatives depuis les tueries d'Aurora et de Newtown afin de lutter contre la violence impliquant des armes à feu et rendre nos communautés plus sécuritaires tout en respectant les droits de tous en regard du deuxième amendement. Mais la violence par balle ne respecte aucune frontière, et les lois de nos États ne suffisent pas à elles seules pour y répondre de manière systématique sur une base nationale. Sans mesures fédérales, nos citoyens sont exposés aux États dont les lois sur les armes à feu sont les moins sévères.

French

Nous avons besoin du gouvernement fédéral pour prendre les devants et adopter des lois raisonnables pour réduire la violence impliquant des armes à feu, au moins en s'assurant que les antécédents de plus nombreux acheteurs soient vérifiés au fédéral.

Le peuple américain n'a aucun doute sur la question - plus de 90 % de la population appuie des vérifications d'antécédents avant l'achat d'armes à feu. Elle comprend que si l'on ne satisfait pas à une vérification d'antécédent, on ne devrait pas pouvoir acheter d'arme à feu. Nous sommes avec elle, et vous incitons à faire de même.

Nous espérons que vous honorerez la mémoire de nos concitoyens ayant perdu la vie en raison de la violence impliquant des armes à feu en appuyant l'amendement Manchin-Toomey pour renforcer et rehausser les vérifications d'antécédents lors d'achat d'armes. Cependant, le Congrès doit faire plus et nous vous incitons à également interdire les chargeurs à haute capacité, à augmenter les peines pour trafic d'armes à feu et accroître le soutien envers les initiatives de sécurité des écoles d'État et locales.

Nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée

Andrew M. Cuomo, Gouverneur de l'État de New York  
Dannel P. Malloy, Gouverneur de l'État du Connecticut  
Martin O'Malley, Gouverneur de l'État du Maryland

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

*(Voir le fichier joint : Letter.pdf)*